

Dossier de demande d'habilitation à
délivrer un Diplôme d'Université

Domaine de formation :
Droit et Science politique

Intitulé du DU : Sécurité et Défense

Date : 2025
fichier :

Nom du

Nom de la composante ou du service assurant la responsabilité du DU :

Institut de Préparation à l'Administration Générale (IPAG)
UFR de Droit et Science politique

1 - Fiche d'identité

Composante(s) assurant la responsabilité administrative et pédagogique de la formation :

**Institut de Préparation à l'Administration Générale (IPAG)
UFR de Droit et Science Politique**

Composante(s) partenaire(s) :

Autre(s) établissement(s) concerné(s) :

- cohabilitation :
- convention :
- autres : *préciser la nature*
-

Date et numéro d'enregistrement : **Réservé à l'administration**

Responsable de la formation : *un nom au maximum*

Nom, prénom	Qualité	CNU	Tél.	E-mail professionnel
DURAND Franck	MCF HDR	02		franck.durand@univ-reims.fr

Responsable des parcours (si nécessaire) : *un nom au maximum par parcours*

parcours	Nom, prénom	Qualité	CNU	Tél.	E-mail professionnel
1					
2					
3					
4					
5					

Date et avis du CEVU :

Date et avis du CA : **Réservé à l'administration**

Création : **non** / modification

S'il s'agit d'un renouvellement préciser ici les aménagements par rapport à l'existant :

Ajout d'un enseignement de 6h TD « Le renseignement en France » et passage des enseignements en visio-conférence (à l'exception des enseignements mutualisés).



2-Présentation générale de la formation

A - Généralités

Diplôme destiné à permettre aux étudiants d'acquérir une formation relative aux questions de sécurité et de défense en vue de la préparation d'un concours administratif dans ces domaines.

Dans le cadre d'une poursuite d'études dans une autre Université (notamment Paris 2, Lyon 3 ou Nice) ce diplôme permettrait d'attester d'un intérêt pour ces questions de sécurité et de défense.

B – Positionnement de la formation dans le contexte LMD

Préciser ici si la formation est d'un niveau

- inférieur à L
- **L (préciser l'année L1, L2, L3) : niveau L3**
- M
- D

3-Description de la formation

A - Généralités

▪ Historique :

Le protocole signé en 2007 entre le ministère de la Défense et les ministères de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur prévoit la mise en place d'un certain nombre de dispositifs permettant une meilleure information des élèves et des étudiants en matière de sécurité et de défense. La signature, en décembre dernier d'un accord entre le Rectorat de l'académie de Reims, l'URCA et les forces armées constitue une déclinaison régionale de ce protocole. Dans ce cadre, l'URCA s'est engagée à favoriser le développement des liens avec les armées.

Ce DU vient précisément concrétiser cette volonté.

▪ Positionnement :

Cette formation est la seule de ce type dans tout le ressort de l'Académie et bénéficie tout particulièrement à ce titre du soutien du trinôme académique de défense. Elle s'inscrit dans le cadre de la volonté ministérielle d'encourager le développement des études de Sécurité et Défense. Son positionnement scientifique est assuré en lien avec l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale (IHEDN). Le responsable du DU Sécurité et Défense, Référent Défense de l'URCA et Auditeur de l'IHEDN, membre associé du trinôme académique de Défense, veillera à l'insertion de ce DU dans le répertoire des études de Sécurité et de Défense.

▪ Présentation synthétique :

Parcours unique.

B – Objectifs Pédagogiques

a – Connaissances :

Connaissances relatives aux domaines de la sécurité et de la défense et des interactions croissantes entre ces deux domaines.

b – Compétences :

Comprendre les enjeux liés à la sécurité et à la défense et être en mesure de les resituer dans le cadre d'activités professionnelles *a priori* sans lien direct (intelligence économique, cyber-terrorisme, protection des données des personnes et des entreprises, etc...)

Développer une réflexion spécifique aux questions de défense en utilisant les outils acquis lors du cursus antérieur.

C – Dispositions réglementaires

a- Conditions d'admission

Etre titulaire d'un diplôme de niveau Baccalauréat +2 ou être titulaire du Baccalauréat et justifier d'une expérience professionnelle significative dans le domaine de la sécurité ou de la défense. Dans ce dernier cas, le dossier de l'étudiant sera examiné par la commission d'équivalence.

b- Modalités de contrôle des connaissances :

1) Le cours de Droit des Libertés fondamentales (UE 2) est validé, par une interrogation orale. Le cours de Droit constitutionnel (UE 1) est validé par une épreuve écrite de 3h. (Coefficient 1)

Le cours d'Institutions administratives (UE 3) est validé par une épreuve orale. (Coefficient 1)

Les étudiants inscrits simultanément en 3^{ème} année de Licence en Droit ou en Licence d'Administration publique peuvent demander à bénéficier, au titre du DU, de la note obtenue dans le cadre de leur cursus de Licence. Cette possibilité est également offerte aux étudiants de Master 1 et de Master 2, sous réserve que ces enseignements aient été validés au cours des quatre années précédant l'inscription au DU.

2) Les enseignements spécialisés sont validés par une épreuve écrite unique comportant plusieurs questions relatives aux différents cours. (Coefficient 1)

3) Un grand oral est organisé, portant sur l'ensemble du programme du DU et permettant au jury d'apprécier les connaissances du candidat ainsi que ses capacités d'analyse et de réflexion (coefficient 2).

4) Le candidat doit rédiger un mémoire d'un minimum de trente pages sur un thème en lien avec la sécurité ou la défense, préalablement accepté ou proposé par le responsable du DU et un directeur de recherche. (Coefficient 2)

Tous les intervenants au DU peuvent diriger ce mémoire.

c- Jurys

Tous les enseignants intervenant dans le cadre du diplôme sont membres du conseil de perfectionnement du diplôme et membres du jury.

Le conseil de perfectionnement comprend également deux étudiants du diplôme.


d- Droits de scolarité

Inscription au DU seule : 400 € part pédagogique + droits inscription niveau Licence
Inscription au DU en complément d'un autre cursus à l'URCA : 300 € part pédagogique + droit inscription niveau Licence
Inscription au titre de la formation continue : 850 € part pédagogique + droits inscription niveau Licence.

Depuis la création du diplôme d'université, le montant de la part pédagogique n'a pas augmenté, en dépit d'un accroissement du volume des enseignements.

D – Organisation pédagogique de la formation :

La présentation détaillée des UEs sera donnée en Annexe

Responsable du diplôme		
Nom : DURAND	Grade : MCF HDR	
Prénom : Franck	Section CNU : 02	
Discipline principale enseignée : Droit public	Equipe de recherche de rattachement : CRDT	
 :	Fax :	e-mail :
06 42 35 18 75	03 26 91 83 63	franck.durand@univ-reims.fr

a- Organisation de la formation

Adapter le tableau ci-dessous de manière à préciser l'organisation générale de la formation en terme d'UE en spécifiant la nature de celles-ci (UE fondamentale, UE de Différentiation, UE libre, ...)

Pour plus de lisibilité, il peut y avoir un tableau par parcours types.

Semestre				
S1	UE1	UE2		
S2	UE3	UE4	UE5	
S3				
S4				
S5				
S6				

Fourchette de volume horaire global pour un étudiant pour ce diplôme : **458 heures**

Dont :

- Cours : **110 heures**
- TD : **58 heures**
- TP : ... heures
- Travail personnel attendu : **280 heures**

▪ Liste des UE proposées

*Remplir le tableau ci-dessous par semestre d'enseignement :
(S1, S2, S3, S4, S5, S6))*

S1 UE 1 : Droit constitutionnel 42h. (mutualisé avec LAP ou L1 Droit)

S1 UE 2 : Institutions administratives 42h. (mutualisé avec LAP ou L1 Droit)

S2 UE 3 : Enseignements spécialisés 88h.

S2 UE 4: Grand oral

S2 UE 5 : Mémoire

Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA)
CAMPAGNE d'habilitation 2008-2011

Sigle et intitulé de l'UE	Eléments constitutifs de l'UE (EC)	Modalités de l'enseignement *	Volume horaire		Coeff	Crédits ECTS **
			Présentiel	Travail personnel		
UE 1 Droit constitutionnel	Droit constitutionnel***	CM	39h	25h	1	
UE 2 Institutions administratives	Institutions administratives***	CM	39h	25h	1	
UE 3 Enseignements spécialisés	Le renseignement en France Police judiciaire Police municipale Droit de la Sécurité et de la Défense Défis sécuritaires en Europe et dans son voisinage*** Sécurité et société Cybercriminalité Psychanalyse et criminologie Sécurité civile Droit des conflits armés	CM/TD et auto-formation	6h TD 6h TD 6h TD 12h CM 20h CM + 10h TD 6h TD 6h TD 6h TD 6h TD 6h TD	140h	1	
UE 4 Grand oral		Auto-formation		20h	2	
UE 5 Mémoire ou Stage		Mémoire ou Stage (minimum 3 semaines – rapport de stage)		70h	2	

* La rubrique « modalités de l'enseignement » vise à préciser la nature des prestations pédagogiques qui, au-delà des catégories traditionnelles (CM, TD, TP), doivent concerner de nouvelles formes d'enseignement (auto-formation, projets, mémoire).

** Le nombre d'ECTS doit être proportionnel aux heures travaillées qui comprennent le présentiel et le travail personnel.

*** Cours communs avec d'autres filières de Droit (**Licence 3 – LAP – M2 Droit international**)

E – Equipe Pédagogique de la formation

Remplir le tableau ci-dessous pour les enseignants et enseignants-chercheurs et intervenants professionnels :

Nom et qualité des enseignant(e)s-chercheur(e)s, enseignant(e)s, chercheur(e)s, professionnel(le)s	Section CNU *	Composante d'appartenance ou établissement ou entreprise	Equipe de recherche de rattachement	Nombre d'heures dispensées	UE concernées
DURAND Franck	02	UFR Droit	CRDT	42h 12h	UE 1 (mut.) UE 4
DERBOULLES Laurent	02	UFR Droit	CRDT	42h 6h	UE 2 (mut.) UE 4
Lieutenant-Colonel LAVAGNA	Professionnel	Gendarmerie nationale		6h	UE 4
Patrick LECLEMENCE	Universitaire (Sociologie)	UTT		6h	UE 4
FEVRE Mélanie	Professionnelle	CNFPT		6h	UE 4
Général (2 S) Marc WATIN AUGOUARD	Professionnel	Gendarmerie nationale		6h	UE 4

* Pour les enseignant(e)s et les professionnels, préciser la discipline

F – Stages :

Dans la formation un ou des stages sont-ils prévus ? **Oui (durée minimale de 3 semaines et maximale de 6 mois)**

G – Ouverture internationale de la formation

Si utile préciser

H – Ouverture à la formation continue et à la validation d'acquis

a- Existe-t-il des dispositifs spécifiques favorisant l'accueil d'un public de formation continue ?

oui : pas d'obligation d'assiduité et mise en ligne d'un plan détaillé et d'indications bibliographiques, voire d'un dossier documentaire, pour chaque UE.

b- existe-t-il des dispositifs spécifiques favorisant les validations d'acquis ?

oui : commission spécifique pour les demandes d'admission des professionnels ne remplissant pas la condition Bac +2

I – Démarches innovantes

Evaluation par les étudiants des enseignements spécialisés.

Possibilité de mutualisation de conférences d'intervenants extérieurs, avec l'Institut d'Etudes Judiciaires notamment.

Création d'un comité de pilotage composé pour moitié de professionnels, qui dressera chaque année le bilan et proposera en tant que de besoin des adaptations ou modifications.

Ce comité de pilotage se compose de :

- Franck Durand (MCF HDR 02, responsable du DU, Référent Défense URCA, IHEDN SR 180)
- Mélanie Fèvre, Formatrice police municipale au CNFPT (Docteur en Droit ; Certificat d'aptitude à la profession d'avocat ; Master Sécurité intérieure Université de Nice ; session étudiante de l'IHEDN)

J – Autres modalités pédagogiques :

Enseignements assurés en visio-conférence, à l'exception des enseignements mutualisés.

Mise en ligne des plans de cours, bibliographies et dossiers documentaires sur le site de l'IPAG. Publication de deux ouvrages reprenant le contenu des enseignements spécialisés.